

# Même le Figaro le dit : l'islam nous pourrit la vie et c'est sans solution

written by Christine Tasin | 13 juin 2018



Etonnant article du Figaro consacré à l'islam. Certes j'ai résumé allègrement le contenu de l'article, jamais le Figaro n'osera dire que l'islam nous pourrit la vie, mais cela revient malgré tout à peu près à cela.

**Il présente la situation : difficile, mais selon le Figaro la bataille de la normalisation du port du voile serait gagnée ( sic ! merci Macron), la « dérive » de l'islam avec le terrorisme, la complexité des cultures associées à l'islam au sein de la oumma et fait le point sur 5 chantiers :**

**La lutte contre la radicalisation** : constat d'échec, puisque la puissance publique n'a rien trouvé de mieux que « la formation des imams » comme solution ! Il semble que l'on commence à reconnaître que l'islam lui-même pose question et qu'il faudrait se pencher sur les textes eux-mêmes mais aucun dialogue de ce genre pour l'heure.

**L'émancipation des puissances étrangères** : ils en sont encore aux guerres tribales et ils veulent vivre parmi nous, au XXIème siècle.

**Le financement du culte** : on veut bien l'argent du contribuable français mais pas de prélèvement sur les taxes halal rapportant gros aux mosquées, pas de prélèvement sur les sociétés vendant du halal ou organisant le pèlerinage à la Mecque... Rien n'est donc fait et ne se fera tant que les con-

tribuables ne paieront pas, de leur poche, intégralement, la construction de mosquées, leur entretien, la formation et le salaire des imams. Macron est bien capable de nous inventer et imposer cela...

**La représentativité** : le CFCM ne représente qu'une petite partie des étrangers, et comme la représentativité dépend de la taille des mosquées, c'est la guerre. Quant aux femmes... le restant de la colère d'Allah.

**L'acceptation crédible de la laïcité** : le Figaro pointe tout de même du doigt ceux qui *interprètent subtilement la laïcité comme une garantie de... non-ingérence de l'État dans les affaires religieuses où ils revendiquent leur autonomie!* et l'obscurantisme qui mène à refuser *l'émancipation des femmes, la liberté de conscience, la liberté de changer de religion.*

Bref, zéro pointé malgré la volonté de ne pas fâcher, de ne pas généraliser...

Radicalisation, financement... les dossiers problématiques de l'islam de France

Établir une hiérarchie dans les dossiers chauds de l'islam de France est périlleux tant tout se tient dans cet univers complexe.

La religion de l'islam mêle des conceptions antagonistes, inspirées des temps anciens du Moyen Âge comme de la plus récente des modernités. Ce qui forme une tour de Babel théologique où personne ne dispose, en définitive, d'autorité sur personne. Ce terreau fertile – mais hors de contrôle – profite aux réseaux wahhabites et salafistes... L'islam associe également, sur un même territoire, la France, des cultures d'un islam commun lié à des histoires très spécifiques: celle de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de l'Afrique noire, de la Turquie. Par ailleurs, il importe directement la haute tension [de conflits tels que celui de la Syrie](#) ou celui d'Israël et des Palestiniens.

L'islam mène aussi une véritable campagne d'influence de long terme. Elle est culturelle mais à conséquence religieuse. Elle déstabilise objectivement la laïcité française. Avec la bataille symbolique, désormais gagnée, de [la normalisation du port du voile](#) pour les femmes depuis l'affaire de Creil en 1989. Avec l'instauration d'un islam orthodoxe mais radical, à la fois souple et intransigeant sur certains points, porté par l'ex-UOIF (Union des organisations islamiques de France) rebaptisée «Musulmans de France» en 2017. Avec, enfin, une troisième normalisation, dénoncée comme jamais en 2018, celle d'un «nouvel antisémitisme» qui a réussi à s'installer durablement dans les jeunes esprits.

Dernier axe de ce contexte multiaxial, l'islam de France doit gérer la funeste nouveauté, que peu avaient imaginée à ce niveau de violence, d'[une dérive de l'islam](#) prônant le terrorisme avec des assassinats aveugles d'innocents. Depuis janvier 2015 – et des actions tous les deux mois en moyenne depuis 42 mois, disent les spécialistes – aucune des fédérations établies de l'islam de France, qui combattent pourtant de l'intérieur cette vision terroriste de l'islam, ne s'est montrée capable d'endiguer, en quoi que ce soit, le phénomène. Dans ce contexte cinq dossiers émergent.

- **La lutte contre la radicalisation**

C'est le dossier le plus sensible, le plus urgent mais le plus insaisissable et le moins abouti car **depuis 2015, aucun résultat tangible n'a été enregistré.** Et ce,

malgré tous les discours contre la radicalisation chez les jeunes en particulier. Cette lutte passe par la formation des imams en France, qui peut apparaître comme un leurre face à l'influence des prédicateurs de haine, incontrôlés, qui sévissent, via Internet, depuis le Moyen-Orient. Cette lutte imposerait des discussions internationales d'ordre religieux de haut niveau. Elles n'ont jamais lieu car c'est un sujet tabou entre la France et les pays arabes.

- **L'émancipation des influences étrangères**

C'est la question centrale et essentielle – et pourtant la moins visible – de la crise permanente des instances de l'islam de France. Au-delà des querelles d'ego liées aux personnes, ce sont surtout des islams algérien, marocain et turc qui passent leur temps, via les ambassades, à se disputer pour des bribes de pouvoir. Ce qui paralyse et court-circuite toute évolution. Même si les nouvelles générations ne voient plus les choses ainsi, cela favorise aussi des mouvements transnationaux comme l'ex-UOIF, inspirée par les Frères musulmans.

- **Le financement du culte**

L'islam de France est encore héritier de ses racines nationales et donc des habitudes de gestion en fonction de ses origines algériennes, marocaines et turques. Il n'a pas mis en place une centralisation nationale. L'architecture existe sur le papier – une association nationale loi 1905 – qui fédérerait une taxe sur l'alimentation halal, sur les flux d'argent liés au pèlerinage à La Mecque afin de financer la construction d'édifices de culte, les imams, notamment. Mais aucune des fédérations religieuses ou des mosquées qui ont le monopole de la certification halal, ou des sociétés privés qui commercialisent le halal ou qui vendent des pèlerinages à La Mecque ne veut lâcher une part du gâteau.

- **La représentativité**

Le système électif mis en place en 2003 lors de la création du CFCM, reposait sur un nombre de représentants indexés sur la surface des mosquées. Ce qui a désavantagé les mosquées algériennes, plus anciennes, donc plus petites. Le système a été corrigé en 2013 mais les grandes fédérations gardent toujours le pouvoir au détriment des jeunes et des femmes qui ne sont pas, ou très peu, représentées dans les instances. Beaucoup de musulmans boudent donc aujourd'hui le CFCM.

- **L'acceptation crédible de la laïcité**

Tous les représentants de l'islam de France, toutes fédérations confondues, font profession de respect des lois de la République et du principe de laïcité. Certains sont crédibles mais d'autres interprètent subtilement la laïcité comme une garantie de... non-ingérence de l'État dans les affaires religieuses où ils revendiquent leur autonomie! Enfin, rares sont les évolutions concrètes des marqueurs comme l'émancipation des femmes, la liberté de conscience, la liberté de changer de religion.

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/06/11/01016-20180611ARTFIG00334-radicalisation-financement8230-les-dossiers-problematiques-de-l-islam-de-france.php>